

Chambre des Représentants

SESSION 1954-1955.

1^{er} FÉVRIER 1955.

BUDGET

du Corps de la Gendarmerie pour l'exercice 1955.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA
COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE (1),
PAR M. JUSTE.

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Sénat a transmis à la Chambre des Représentants le projet de loi relatif au budget du Corps de la Gendarmerie pour l'exercice 1955.

Votre Commission de la Défense Nationale, au cours de sa réunion du 18 janvier 1955 a procédé, en présence de M. le Ministre de la Défense Nationale, à l'examen de ce document.

Après l'intéressant et substantiel rapport de M. le Sénateur Doutrepont nous pouvons nous abstenir de tout commentaire et il nous a paru superflu de donner beaucoup de développement au rapport relatif aux prévisions budgétaires pour 1955.

Le budget.

Le projet du budget du Corps de la Gendarmerie pour 1955 s'élevant à 1.194.678.000 francs, est en augmentation, par rapport au budget de 1954 (y compris les crédits supplémentaires, réductions et ajustements) de 22.169.000 francs.

Remarques. — Il y a lieu de remarquer que les crédits sollicités par le Corps de la Gendarmerie se rap-

(1) Composition de la Commission: M. Joris, président; M. Brasseur, M^{me} de Moor-Van Sina, MM. Dewulf, Goffin, Jaminet, Lefèvre (Théodore), Marck, Mertens, Moyersoën, Van Goey, Verboven. — M^{me} Copée-Gerbinet, MM. Deconinck, Dejardin, De Kinder, Gelders, Juste, Namèche, Sercu, Van Eynde, Vercauteren. — Destenay, Mundeleer.

Voir :

4 - XI (1954-1955) :

— N° 1: Budget transmis par le Sénat.

Kamer der Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1954-1955.

1 FEBRUARI 1955.

BEGROTING

van de Rijkswacht voor het dienstjaar 1955.

VERSLAG

NAMENS DE
COMMISSIE VOOR DE LANDSVERDEDIGING (1),
UITGEBRACHT DOOR DE HEER JUSTE.

MEVROUWEN, MIJNE HEREN,

De Senaat heeft aan de Kamer der Volksvertegenwoordigers het wetsontwerp, houdende de begroting van de Rijkswacht voor het dienstjaar 1955, overgemaakt.

In de loop van haar vergadering van 18 Januari 1955 heeft Uw Commissie voor de Landsverdediging, in het bijzijn van de heer Minister van Landsverdediging, dit stuk onderzocht.

Na het interessant en degelijk verslag van Senator Doutrepont kunnen we van alle commentaar afzien en lijkt het ons overbodig lang uit te weiden over de begrotingsramingen voor 1955.

De begroting.

Het ontwerp-begroting van de Rijkswacht voor 1955 beloopt 1.194.678.000 frank, zegge een verhoging met 22.169.000 frank tegenover de begroting voor 1954 (met inbegrip van de bijkredieten, kredietverminderingen en aanpassingen).

Opmerkingen. — Er dient trouwens opgemerkt, dat de door de Rijkswacht aangevraagde kredieten in hoofdzaak

(1) Samenstelling van de Commissie: de heer Joris, voorzitter; de heer Brasseur, Mevr. de Moor-Van Sina, de heren Dewulf, Goffin, Jaminet, Lefèvre (Théodore), Marck, Mertens, Moyersoën, Van Goey, Verboven. — Mevr. Copée-Gerbinet, de heren Deconinck, Dejardin, De Kinder, Gelders, Juste, Namèche, Sercu, Van Eynde, Vercauteren. — Destenay, Mundeleer.

Zie :

4 - XI (1954-1955) :

— N° 1: Begroting overgemaakt door de Senaat.

portent principalement à des dépenses de personnel de l'ordre de 1,098,681,000 francs et celles afférentes au matériel et fonctionnement ne sont que de 95,997,000 francs. Les dépenses concernant le personnel sont en augmentation de 22,450,000 francs, tandis que celles de fonctionnement et de matériel sont diminuées de 282,000 francs.

Justification de l'augmentation des dépenses afférentes au personnel.

- A. — Accroissement de l'effectif.
- B. — Augmentation du traitement brut moyen.
- C. — Augmentation de la proportion croissante du nombre de mariés.

Charges budgétaires supplémentaires.

1° Influence des recrutements de 1954 et 1955 sur les crédits sollicités pour 1955 . fr.	3,042,946
2° Réinscription au budget de la Prévôté rentrant de Corée	1,540,000
3° Le traitement brut moyen passe de 63,436 à 64,596 francs en 1955, soit une augmentation de 1,160 francs due aux promotions et augmentations intercalaires d'où une augmentation totale de	13,754,120
4° Le pourcentage des mariés passe de 84.2 % au 1 ^{er} novembre 1953 à 85.4 % au 1 ^{er} septembre 1954, soit une augmentation de	3,580,814
5° Augmentations diverses, notamment l'influence de l'index	532,120
Total fr.	22,450,000

Dépenses de matériel.

Réduction de 282,000 francs.

De tout ce qui précède, nous pouvons conclure que le budget du Corps de la Gendarmerie pour l'exercice 1955 couvre uniquement des besoins urgents et nécessaires.

La politique générale en ce qui concerne le Corps de la Gendarmerie peut se résumer comme suit :

Personnel : Stabilisation des effectifs tels que prévus au 31 décembre 1954.

Dépenses de fonctionnement : Stabilisation des dépenses et recherches d'économies possibles à réaliser dans certains secteurs.

Dépenses de premier équipement : Limitation aux besoins strictement essentiels et nécessaires.

DISCUSSION GENERALE.

Un commissaire se plaint de la situation linguistique dans le cadre des officiers. Il observe qu'il y a environ 70 % de francophones et 30 % de flamands, alors que les effectifs de la gendarmerie se composent de 70 % de flamands et de 30 % de francophones. Il voudrait savoir ce qu'est advenue à l'heure actuelle la décision de suspension du recrutement de gendarmes d'expression flamande.

betrekking hebben op de personeelsuitgaven, die 1 miljard 98,681,000 frank bedragen, terwijl de uitgaven voor materiële behoeften en de werkingsuitgaven slechts 95,997,000 frank belopen. De personeelsuitgaven zijn met 22,450,000 frank gestegen; de werkingsuitgaven en de uitgaven voor materiële behoeften zijn daarentegen met 282,000 frank gedaald.

Verantwoording van de verhoging der personeelsuitgaven.

- A. — Uitbreiding van het effectief.
- B. — Verhoging van de gemiddelde bruto-wedde.
- C. — Toenemende verhouding van het aantal gehuwden.

Bijkomende begrotingslasten.

1° Terugslag van de aanwervingen 1954 en 1955 op de voor 1955 aangevraagde kredieten fr.	3,042,946
2° Wederopneming in de begroting van het uit Korea teruggekeerde Provoostschap	1,540,000
3° De gemiddelde bruto-wedde stijgt van 63,436 frank tot 64,596 frank in 1955, d.i. een verhoging met 1,160 frank, ingevolge bevorderingen en tussenverhogingen; vandaar een totale verhoging met	13,754,120
4° Het percentage gehuwden is gestegen van 84.2 % op 1 November 1953 tot 85.4 % op 1 September 1954, zegge een verhoging van	3,580,814
5° Diverse verhogingen, onder meer wegens stijging van het indexcijfer	532,120
Totaal fr.	22,450,000

Uitgaven voor materiële behoeften.

Vermindering met 282,000 frank.

Uit het voorgaande kunnen we afleiden, dat de begroting van de Rijkswacht slechts dringende en noodzakelijke behoeften dekt.

De algemene politiek ten opzichte van de Rijkswacht kan als volgt samengevat worden :

Personeel : Behoud van de op 31 December 1954 bepaalde getalsterkte.

Werkingsuitgaven : Stabilisatie der uitgaven en opsporing van mogelijke besparingen in sommige sectoren.

Uitgaven voor eerste uitrusting : Beperking tot de volstrekt noodzakelijke en essentiële behoeften.

ALGEMENE BESPREKING.

Een commissielid kloeg de taaltoestand in het officierenkader aan. Hij merkt op, dat ongeveer 70 % der officieren Franstaligen en 30 % Vlamingen zijn, ofschoon 70 % der Rijkswachters Vlamingen zijn en 30 % Franstalig. Hij wenst te weten, hoe het nu staat met de beslissing de aanwerving van Nederlandstalige Rijkswachters te schorpen.

M. le Ministre de la Défense Nationale déclare qu'il déposera prochainement le rapport sur l'usage des langues à l'armée et que l'enseignement de la seconde langue sera réformé.

Le même commissaire demande si les indemnités familiales et spécialement l'indemnité de la mère au foyer prévues au budget l'ont été pour toute l'année ?

M. le Ministre répond affirmativement à cette question.

Un autre commissaire désire savoir si les effectifs de la gendarmerie sont au complet actuellement ? Sinon pour quels motifs ne les complète-t-on pas ? Il désirerait également voir se renforcer la police du roulage et souhaite que la gendarmerie prenne une part plus active dans la dite police les jours de grand trafic. Il voudrait savoir également où en est l'adjudication des appareils de télécommunication destinés aux unités de la gendarmerie ? Il émet le vœu que des inspections plus fréquentes se fassent dans les brigades rurales et se demande pourquoi l'inspection de la gendarmerie est confiée à un officier de l'armée ? Il estime qu'il serait plus normal de confier cette inspection à un officier de la gendarmerie.

M. le Ministre de la Défense Nationale répond en ce qui concerne le complément d'effectifs qu'il y a un manque actuel d'environ 250 unités. Toutefois, il estime que les besoins réels sont parfois différents de ceux prévus au cadre organique.

Le problème de la police du roulage par la gendarmerie doit être réexaminé complètement en accord avec les Ministres de la Justice et de l'Intérieur.

M. le Ministre se rallie aux remarques faites en ce qui concerne les appareils de télécommunications.

Quant à l'inspection par un militaire de l'armée, il estime qu'il serait plus opportun d'en parler lors de la discussion du projet sur le Statut du Corps de la Gendarmerie.

Un commissaire désire savoir si l'utilisation de la gendarmerie à des fins militaires en période de guerre n'est pas en contradiction avec son statut et avec certains accords internationaux. D'autre part, ce commissaire estime que l'utilisation massive de la gendarmerie lors de certaines manifestations sportives ne semble pas défendable.

Le Ministre de la Défense Nationale répond que l'utilisation de la gendarmerie en période de guerre n'est pas en contradiction ni avec le statut ni avec aucun accord international. Sans doute a-t-on quelquefois exagéré en utilisant la gendarmerie lors de manifestations sportives. Toutefois, la mission de la gendarmerie est de maintenir l'ordre public lors des grandes concentrations de foules, et, vue sous cet angle, il estime son intervention justifiée lors de grandes manifestations sportives.

CONCLUSION.

Satisfaite des explications de M. le Ministre, votre Commission n'a pas jugé nécessaire de déposer le moindre amendement.

Quelques questions ont été posées par MM. les Commissaires.

L'énumération de celles-ci et les réponses données très obligeamment par M. le Ministre de la Défense Nationale figurent ci-après

De heer Minister van Landsverdediging verklaart dat hij weldra het verslag over het gebruik der talen bij het leger zal indienen, en dat het onderwijs in de tweede landstaal zal worden hervormd.

Hetzelfde lid vraagt of de op de begroting uitgetrokken kinderbijslag en inzonderheid de toelage voor de moeder in het gezin voor gans het jaar werden ingeschreven ?

De heer Minister antwoordt bevestigend op deze vraag.

Een ander lid wenst te weten of het kader van de Rijkswacht thans voltallig is en, zo niet, waarom het niet aangevuld wordt. Hij wenst ook dat de verkeerspolitie zou versterkt worden en dat de Rijkswacht een actiever rol bij deze politie zou vervullen op de dagen van druk verkeer. Hij zou ook graag vernemen, hoever het staat met de aanbesteding van de apparaten voor televerbinding ten behoeve van de Rijkswachteenheden. Hij spreekt de wens uit, dat de plattelandsbrigades vaker zouden geïnspecteerd worden, en hij vraagt zich af waarom de inspectie van de Rijkswacht aan een legerofficier opgedragen wordt. Hij meent dat het normaler zou zijn deze inspectie aan een Rijkswachtofficier toe te vertrouwen.

Wat de aanvulling van het kader betreft antwoordt de heer Minister, dat ongeveer 250 manschappen ontbreken. Hij denkt evenwel, dat de werkelijke behoeften soms verschillen van die welke in het organiek kader in 't vooruitzicht worden gesteld.

Het vraagstuk van de door de Rijkswacht te verzekeren verkeerspolitie moet volledig herzien worden in overleg met de Ministers van Justitie en van Binnenlandse Zaken.

De heer Minister treedt de opmerkingen bij die werden gemaakt over de televerbindingen en de huisvesting der Rijkswachters.

Hij meent dat de kwestie van de inspectie door een legerofficier beter zal kunnen behandeld worden bij de behandeling van het ontwerp betreffende het Statuut van de Rijkswacht.

Een commissielid vraagt of het aanwenden van de Rijkswacht voor militaire doeleinden in oorlogstijd niet strijdig is met haar statuut en met sommige internationale verdragen ? Daarenboven meent dit lid dat het gebruik op grote schaal van de Rijkswacht bij sommige sportgebeurtenissen niet is te rechtvaardigen.

De Minister van Landsverdediging antwoordt, dat de aanwending van de Rijkswacht in oorlogstijd niet strijdig is met enig internationaal verdrag. Men heeft misschien wel wat overdreven door de Rijkswacht naar sommige sportgebeurtenissen te zenden. Het is evenwel de taak van de Rijkswacht de openbare orde te handhaven bij elke grote volkstoeeloop, en van uit dit standpunt bekeken, acht hij het optreden van de Rijkswacht bij grote sportgebeurtenissen gerechtvaardigd.

BESLUIT.

Voldaan over de uitleggingen van de heer Minister, heeft uw Commissie het niet nodig geacht enig amendement in te dienen.

Enige vragen werden gesteld door de leden van de Commissie.

Ze volgen hierna, samen met de antwoorden, die de Minister van Landsverdediging zeer bereidwillig heeft verstrekt.

QUESTIONS:

1. M. le Ministre de la Défense Nationale a-t-il l'intention de déposer de nouveaux projets concernant le statut de la gendarmerie ?

Réponse : De nouveaux projets seront déposés.

Celui concernant le statut de la gendarmerie sera déposé d'ici peu. Celui concernant le personnel subalterne, dans quelques mois.

2. Certaines brigades seront-elles supprimées ?

Réponse : Chaque proposition de suppression a été examinée conjointement par les trois départements intéressés, savoir : la Défense Nationale, la Justice et l'Intérieur.

Un certain nombre de brigades ont été supprimées parce qu'elles n'avaient pas de raison d'être, en ce sens qu'elles desservaient des communes avec un nombre d'habitants trop peu élevé.

Le nombre des brigades rurales avait été augmenté pendant la guerre eu égard aux circonstances spéciales et au rôle particulier attribué à la gendarmerie à cette époque. D'ailleurs, ces suppressions ont été faites d'une façon très limitée. Il n'y en a qu'une douzaine qui ont été supprimées jusqu'à présent.

3. Pourquoi, dans le tableau du budget, les 142.000.000 de francs prévus à l'article 7 pour les allocations et indemnités ne sont-ils pas compris dans le traitement, mais font l'objet d'un article séparé ?

Réponse : En incorporant les indemnités au traitement, la pension devrait alors être calculée sur la base de ce traitement majoré.

Les indemnités sont allouées aux officiers de gendarmerie, eu égard aux missions qu'ils accomplissent et non eu égard à leur qualité d'officier. En d'autres termes, l'indemnité est inhérente à la fonction et non à la personne.

4. Qu'en est-il du projet relatif à l'avancement des sous-officiers ?

Réponse : Un projet sera déposé d'ici peu.

5. Pourquoi l'indemnité de logement est-elle afférente au grade ?

Réponse : L'indemnité doit être en fonction du traitement, c'est-à-dire en fonction du grade. En effet, le corps de la gendarmerie étant une organisation militaire, le principe de la hiérarchie doit être respecté.

6. L'indemnité de bicyclette sera-t-elle augmentée ?

Réponse : Cette question est à l'étude.

7. Avancement concernant le personnel de la gendarmerie entré en fonction pendant la guerre ?

Réponse : La situation du personnel de la gendarmerie entré en fonction pendant la guerre est similaire à celle du personnel civil de l'administration. Le service accompli pendant la guerre compte pour la pension, mais ne peut intervenir pour l'avancement.

VRAGEN:

1. Is de heer Minister van Landsverdediging voornemens nieuwe ontwerpen betreffende het statuut van de Rijkswacht in te dienen ?

Antwoord : Er zullen nieuwe ontwerpen worden ingediend.

Dat betreffende het statuut van de Rijkswacht zal eerlang, en dat betreffende het lager personeel over enkele maanden worden ingediend.

2. Zullen sommige brigades worden afgeschaft ?

Antwoord : Elk voorstel tot afschaffing werd door de drie betrokken departementen samen : Landsverdediging, Justitie en Binnenlandse Zaken onderzocht.

Er werden enkele brigades afgeschaft, omdat zij gemeenten met een te gering aantal inwoners bedienden en dus geen reden van bestaan hadden.

Tijdens de oorlog werd, wegens de bijzondere omstandigheden en de bijzondere taak, welke de Rijkswacht toen moest vervullen, het aantal plattelandsbrigades verhoogd. Deze afschaffingen hebben overigens in zeer geringe mate plaats gevonden. Totnogtoe werden slechts een twaalfstal brigades afgeschaft.

3. Waarom zijn de 142.000.000 frank, die in de tabel der begroting onder artikel 7 voor de toelagen en vergoedingen zijn uitgetrokken, niet in de wedden opgenomen, maar wel onder een afzonderlijk artikel ?

Antwoord : Indien men de vergoedingen in de wedde opnam, zou het pensioen op basis van die verhoogde wedde moeten berekend worden.

De vergoedingen, die de Rijkswachtofficiëren ontvangen, worden hun toegekend op grond van de door hen vervulde opdrachten, niet omdat zij officier zijn. Met andere woorden, de vergoeding is inhaerent aan het ambt, niet aan de persoon.

4. Hoever staat het met het ontwerp betreffende de bevordering der onderofficiëren ?

Antwoord : Er zal binnenkort een ontwerp worden ingediend.

5. Waarom is de huisvestingsvergoeding verbonden aan de graad ?

Antwoord : De vergoeding moet in verhouding tot de wedde, d.i. tot de graad, staan. De Rijkswacht is immers een militaire organisatie en het principe van de hiërarchie moet er dan ook worden geëerbiedigd.

6. Zal de rijwielvergoeding worden verhoogd ?

Antwoord : Deze kwestie ligt ter studie.

7. Bevordering voor het Rijkswachtpersoneel, dat tijdens de oorlog in dienst is getreden ?

Antwoord : De toestand van het Rijkswachtpersoneel, dat tijdens de oorlog in dienst is getreden, stemt overeen met die van het burgerlijk personeel in overheidsdienst. De tijdens de oorlog vervulde dienst telt mede voor het pensioen, maar kan niet in aanmerking komen voor bevordering.

8. Le corps de musique de la gendarmerie est-il officiel ?

Réponse : Il y a une clique de la gendarmerie, celle-ci n'a toutefois aucune existence officielle, étant constituée par des gendarmes volontaires. Il n'y a pas d'utilité de consacrer cette existence officiellement qui ne pourrait entraîner que des dépenses supplémentaires.

9. L'enquête préalable imposée concernant la personne de la future épouse d'un gendarme ainsi que l'autorisation par le Ministre de la Défense Nationale pour contracter mariage est une institution moyennageuse et indigne d'une démocratie moderne. N'y aurait-il pas lieu de supprimer cette institution ?

Réponse : Très peu de demandes de mariage font l'objet d'un refus. Toutefois, le gendarme étant un représentant de la loi, lui-même et sa famille doivent être irréprochables. Il n'est dès lors pas opportun de supprimer l'autorisation préalable.

10. Quelle est la justification complète des dépenses de personnel indiquées à la page 16 du budget ?

Il y aurait lieu de déterminer le grade exact des officiers de l'Armée qui sont mentionnés sous les renvois 1 et 2 figurant à cette page.

Réponse : Les officiers mentionnés sous le renvoi 1 sont ceux qui sont prévus au cadre effectif (tableaux organiques). Le grade de ces officiers n'est pas déterminé a priori.

Les officiers repris sous le renvoi 2 sont ceux dont la présence à l'effectif est réelle.

- 1 officier supérieur vétérinaire : lieutenant-colonel.
- 1 officier supérieur médecin : major.
- 2 officiers subalternes médecins : 1 capitaine en 1^{er} et 1 sous-lieutenant.
- 2 officiers subalternes d'administration : 1 capitaine en 1^{er} et 1 capitaine.
- 1 officier subalterne vétérinaire : capitaine en 1^{er}.

Le montant total pour traitements du personnel du Corps de la Gendarmerie, soit 953,429,000 francs comprend 1,309,581 francs pour la rémunération des officiers de l'Armée effectuant du service à la Gendarmerie.

Cette somme se décompose comme suit :

1 lieutenant-colonel	fr.	249,235
1 major		235,736
3 capitaines en 1 ^{er}		555,294
1 capitaine		157,505
1 sous-lieutenant		111,811
Total		fr. 1,309,581

11. M. le Ministre pourrait-il faire connaître les brigades rurales qui ont été supprimées (nombre et identité) ?

Réponse : En attendant que cette question fasse l'objet d'une décision définitive, les brigades suivantes ont été provisoirement supprimées :

Wemmel, Jemappes, Wakken, Longvilly, Marcinelle, premier poste de Zeebrugge.

A Wakken, la brigade de gendarmerie a dû être supprimée par suite de manque de casernement adéquat. La construction d'une caserne est actuellement envisagée.

8. Is de muziekkapel van de Rijkswacht officieel ?

Antwoord : In de Rijkswacht is er een muziekkapel, die echter geen officieel bestaan heeft, daar ze bestaat uit Rijkswachters die er vrijwillig deel van uitmaken. Het heeft geen nut dat bestaan officieel te bekrachtigen, want dit kan slechts bijkomende uitgaven medebrengen.

9. Het voorafgaand onderzoek, dat moet worden ingesteld betreffende de persoon van de toekomstige echtgenote van een Rijkswachter en de machtiging van de Minister van Landsverdediging om een huwelijk aan te gaan is een middeleeuwse instelling, die een moderne democratie onwaardig is. Ware het niet beter dit gebruik af te schaffen ?

Antwoord : Er worden heel weinig huwelijksaanvragen afgewezen. Daar de Rijkswachter echter een vertegenwoordiger van de wet is, moeten hij zelf en zijn gezin onberispelijk zijn. Het is dan ook niet wenselijk de voorafgaande machtiging af te schaffen.

10. Welke is de volledige verantwoording der personeelsuitgaven, op bladzijde 17 van de begroting ?

Het ware gewent de juiste graad op te geven van de officieren van het Leger die vermeld worden onder de verwijzingen 1 en 2, op bedoelde bladzijde.

Antwoord : De officieren, die vermeld worden onder verwijzing 1, zijn die van het werkelijk kader (organieke tabellen). De graad van die officieren wordt niet a priori vastgesteld.

De officieren, die vermeld worden onder verwijzing 2, zijn die welke werkelijk deel uitmaken van het effectief.

- 1 hoofdofficier-veearts : luitenant-kolonel.
- 1 hoofdofficier-geneesheer : majoor.
- 2 lagere officieren-geneesheren : 1 eerste kapitein en 1 onderluitenant.
- 2 lagere officieren van administratie : 1 eerste kapitein en 1 kapitein.
- 1 lager officier-veearts : eerste kapitein.

Het totaal bedrag voor de wedden van het personeel van de Rijkswacht zegge 953,429,000 frank, omvat 1,309,581 frank voor de bezoldiging van de officieren van het Leger die dienst doen bij de Rijkswacht.

Dit bedrag is onderverdeeld als volgt :

1 luitenant-kolonel	fr.	249,235
1 majoor		235,736
3 eerste kapiteins		555,294
1 kapitein		157,505
1 onderluitenant		111,811
Totaal		fr. 1,309,581

11. Kan de heer Minister mededelen welke plattelandsbrigades werden afgeschaft (aantal en naam) ?

Antwoord : In afwachting dat over die kwestie definitief wordt beslist, werden de volgende brigades voorlopig afgeschaft :

Wemmel, Jemappes, Wakken, Longvilly, Marcinelle, eerste post van Zeebrugge.

Te Wakken moest de Rijkswachtbrigade worden afgeschaft bij gebrek aan een passende kazernering. Het bouwen van een kazerne wordt thans overwogen.

12. Qu'est-il advenu, à l'heure actuelle, de la décision de suspendre le recrutement de gendarmes d'expression flamande ?

Pourrait-on connaître combien de gendarmes ont quitté la gendarmerie en 1954, comment ceux-ci ont-ils été remplacés (nombre de francophones et nombre de flamands) ?

Réponse : Le recrutement des gendarmes unilingues flamands est encore suspendu à l'heure actuelle, la réserve de recrutement étant suffisante. Il sera probablement repris avant la fin de 1955.

Le recrutement des gendarmes bilingues flamands se poursuit dans la mesure des besoins.

Dans le courant de l'année 1954, 329 gendarmes ont quitté la gendarmerie, soit 117 d'expression flamande et 212 d'expression française.

Durant la même période, 421 gendarmes ont été incorporés : 179 d'expression flamande et 242 d'expression française.

13. Quel est, par province, le nombre de remarques (sans procès-verbal) faites par la gendarmerie assurant la police de roulage ?

Réponse : Nombre de remarques faites au cours de l'année 1954 :

Province	Nombre de remarques
Brabant	29,014
Flandre Occidentale	15,277
Flandre Orientale	9,531
Anvers	7,383
Limbourg	7,214
Hainaut	32,096
Namur	10,060
Liège	16,852
Luxembourg	7,332
Total	134,759

14. M. le Ministre pourrait-il faire connaître qui fournit à la gendarmerie les fonds nécessaires pour l'entretien du corps de musique ?

Réponse : Les fonds nécessaires à l'entretien du corps de musique de la gendarmerie nationale sont fournis par le Cercle Sportif et Musical de la Région de gendarmerie du Brabant, service particulier fonctionnant au sein de la gendarmerie. Il ne bénéficie d'aucun subside de l'Etat.

**

Le budget a été adopté par 12 voix contre 7.

Le présent rapport a été admis à l'unanimité.

Le Rapporteur,
G. JUSTE.

Le Président,
L. JORIS.

12. Wat is er thans geworden van de beslissing de werving van Nederlandstalige rijkswachters stop te zetten ?

Is het mogelijk te vernemen hoeveel Rijkswachters de Rijkswacht verlieten in 1954, en hoe zij werden vervangen (aantal Frans- en aantal Nederlandstaligen) ?

Antwoord : De werving van eentalig-Vlaamse rijkswachters is thans nog geschorst, daar de wervingsreserve volstaat. Waarschijnlijk zal zij hervat worden vóór het einde van 1955.

De werving van tweetalige Vlaamse rijkswachters wordt voortgezet naargelang van de behoeften.

In de loop van het jaar 1954 verlieten 329 rijkswachters de Rijkswacht, zegge 117 Nederlandstaligen en 212 Frans-taligen.

In de loop van diezelfde periode, werden 421 rijkswachters ingelijfd : 179 Nederlandstaligen en 242 Franstaligen.

13. Welk is, per provincie, het aantal opmerkingen (zonder proces-verbaal) gemaakt door de Rijkswacht die de verkeerspolitie verzekert.

Antwoord : Aantal gemaakte opmerkingen over het jaar 1954 :

Provincie	Aantal opmerkingen
Brabant	29,014
West-Vlaanderen	15,277
Oost-Vlaanderen	9,531
Antwerpen	7,383
Limburg	7,214
Henegouwen	32,096
Namen	10,060
Luik	16,852
Luxemburg	7,332
Totaal	134,759

14. Kan de heer Minister mij mededelen wie aan de Rijkswacht de nodige middelen verschaft voor het onderhoud van de muziekkapel ?

Antwoord : De nodige middelen voor het onderhoud van de muziekkapel van de Rijkswacht worden verschaft door de Sport- en Muziekring van het Rijkswachtgebied Brabant, een particuliere dienst die in de Rijkswacht werkt. Hij geniet geen enkele toelage van de Staat.

**

De begroting werd met 12 tegen 7 stemmen aangenomen.

Dit verslag werd eenparig goedgekeurd.

De Verslaggever,
G. JUSTE.

De Voorzitter,
L. JORIS.